MÜLLER-UELZTHÖFFER, Bettina, *Der 500jährige Rechtsstreit des Klosters Neresheim um die Erlangung der Reichsunmittelbarkeit. Zugleich ein Beitrag zum Rechtsgang vor den höchsten Reichsgerichten in der Mitte des 18. Jahrhunderts*

Christophe Duhamelle

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1037>

DOI : 10.4000/ifha.1037

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Christophe Duhamelle, « MÜLLER-UELZTHÖFFER, Bettina, *Der 500jährige Rechtsstreit des Klosters Neresheim um die Erlangung der Reichsunmittelbarkeit. Zugleich ein Beitrag zum Rechtsgang vor den höchsten Reichsgerichten in der Mitte des 18. Jahrhunderts* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2004, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1037> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1037>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

MÜLLER-UELTZHÖFFER, Bettina, *Der 500jährige Rechtsstreit des Klosters Neresheim um die Erlangung der Reichsunmittelbarkeit. Zugleich ein Beitrag zum Rechtsgang vor den höchsten Reichsgerichten in der Mitte des 18. Jahrhunderts*

Christophe Duhamelle

- 1 Cette thèse d'histoire du droit (soutenue à Heidelberg en 2002) pourrait n'être qu'une aride étude de cas sur une querelle d'Allemands – un conflit de cinq siècles, conclu, après un procès entamé en 1739 devant les tribunaux impériaux, par un accord amiable concédant en 1764 au monastère bénédictin de Neresheim le statut d'état immédiat de l'Empire que lui contestaient les comtes von Öttingen. L'ouvrage apporte cependant davantage aux historiens du Saint-Empire.
- 2 Cette querelle montre tout d'abord l'importance du juridique dans la vie politique de l'Empire. Les partis en présence consacrent une énergie considérable à faire progresser leur cause. Les Öttingen en 1755, Neresheim en 1759 font ainsi imprimer un argumentaire comptant respectivement 369 et 358 pages, sans les annexes – deux lourds volumes qui soulèvent l'intérêt et la controverse. À cette occasion, les juristes font œuvre d'érudition, recopiant et commentant les documents anciens : le rôle joué dans le débat par un arbitrage d'Albert le Grand en 1263, ou encore la réflexion sur la filiation entre les droits de l'advocatus (Vogt) et ceux d'un prince territorial sont de bons exemples de cette conversion scientifique des spécialistes de droit public au XVIIIe s. Car il s'agit bien de définir ce qu'est la puissance publique et l'immédiateté, donc le territoire, ces notions faisant alors toujours l'objet de réflexions essentielles

pour la compréhension de l'espace politique du Saint-Empire (voir par exemple le débat sur la question suivante : le fait qu'un lieu soit dans un territoire implique-t-il qu'il fasse partie du territoire ?).

- 3 L'ouvrage prend en second lieu le contrepied d'une chronologie semblant scander l'irrésistible ascension des grandes principautés. Car le petit couvent finit par gagner son immédiateté – et il ne fut pas le seul ; la médiatisation n'était donc pas considérée, par les juristes les plus compétents de l'Empire, comme la seule évolution possible et le respect scrupuleux des droits acquis, déterminés par l'érudition, débouchait sur une conception originale du corps politique.
- 4 Enfin, ce travail se signale par la clarté qu'il apporte au sein d'un débat que sa technicité, pour révélatrice qu'elle soit d'une haute culture juridique, ne contribue pas à rendre moins touffu. Les présentations synthétiques que B.M.-U. propose sur les tribunaux d'Empire, sur la manière d'y porter plainte (dépôt d'une citatio ou obtention d'un mandatum), ou sur les attributions de leur personnel, comptent parmi ce qui a été écrit de plus précis, de plus concis et de plus pédagogique sur ce sujet pourtant abondamment revisité depuis vingt-cinq ans.
- 5 Christophe DUHAMELLE (MHFA)